

CARTE DE CRÉDIT DE PLATINE AIR MILES^{MD*} AMERICAN EXPRESS^{MD}

TABLE DES MATIÈRES

Assurance accident de voyage.....	2
Assurance vol et dommages pour voiture de location	7
Garantie Protection-Achat ^{MD}	16
Garantie-Achat ^{MD}	22
Numéros de service.....	28

ASSURANCE ACCIDENT DE VOYAGE DE 100 000 \$

Chubb du Canada compagnie d'assurance vie
dont le siège social canadien est situé
à Toronto (Ontario) (la « Compagnie »)

Date de prise d'effet :
Le 1^{er} octobre 2016

ASSURÉS

Seule est admissible à la couverture prévue par la police-cadre d'assurance collective TMH600135 (la « Police ») à titre d'Assuré :

- A. la personne qui est Titulaire de la Carte principale ou d'une Carte supplémentaire d'une Carte de crédit de Platine AIR MILES^{md} American Express^{MD} émise à son nom par la Banque Amex du Canada (« American Express ») ; ou
- B. le Conjoint ou l'enfant à charge de moins de 23 ans de cette personne ; et
- C. dont le compte-Carte American Express est établi au Canada.

DÉFINITIONS IMPORTANTES

Dans la Police, par « Carte American Express », on entend, sauf indication contraire, les Cartes et les comptes énumérés en A ci-dessus.

Par « **Titulaire de la Carte principale** », on entend la personne qui a demandé au titulaire de la Police d'émettre une ou plusieurs Cartes American Express et qui a un compte-Carte American Express.

Par « **Véhicule de transport public** », on entend un aéronef ou un véhicule terrestre ou nautique (autre qu'un véhicule de location) exploité par un transporteur public qui détient un permis pour le transport de personnes moyennant rémunération et mis à la disposition du public.

Un voyage est considéré comme un « **Voyage assuré** » si :

1. il s'agit d'un voyage effectué par l'Assuré de son point de départ à sa destination finale, comme il est indiqué sur le billet de l'Assuré ou la confirmation émise par le Véhicule de transport public ; et
2. les frais de transport de l'Assuré sont portés au compte-Carte American Express avant qu'il ne subisse une Blessure.

Par « **Blessure** », on entend un dommage corporel :

1. causé par un accident survenu pendant que l'Assuré est protégé par la Police ; et
2. qui résulte en une Perte assurée par la Police et attribuable à cet accident, directement et indépendamment de toute autre cause.

Par « **Transporteur aérien régulier** », on entend un transporteur aérien qui assure un horaire régulier officiel (ou qui est réputé répondre à des critères analogues par la Compagnie) et qui est autorisé à transporter des passagers par l'autorité constituée en bonne et due forme et compétente en matière d'aviation civile dans le pays où il est inscrit. L'expression « Transporteur aérien régulier » ne peut en aucun cas inclure le transporteur aérien désigné ou autorisé, par l'autorité gouvernementale compétente en matière d'aviation civile, comme transporteur aérien d'appoint, non agréé, intermittent ou non régulier.

Par « **Conjoint** », on entend une personne qui est légalement mariée à l'Assuré (« conjoint marié ») ou qui vit en union libre avec l'Assuré depuis les 12 derniers

mois, qui est reconnue publiquement comme le partenaire de l'Assuré et qui cohabite avec l'Assuré (« conjoint de fait »).

Par « **Titulaire d'une Carte supplémentaire** », on entend la personne qui a reçu une Carte American Express à la demande du Titulaire de la Carte principale et à l'égard du compte-Carte American Express de ce dernier.

BARÈME DES INDEMNITÉS

DÉCÈS	100 000 \$
MUTILATION	
Perte des deux mains ou des deux pieds	100 000 \$
Perte d'une main et d'un pied	100 000 \$
Perte complète de la vue des deux yeux	100 000 \$
Perte complète de la vue d'un œil et Perte d'une main ou d'un pied	100 000 \$
Perte d'une main ou d'un pied	50 000 \$
Perte complète de la vue d'un œil	50 000 \$

La Compagnie versera l'indemnité applicable indiquée ci-dessus si l'Assuré subit une Perte par suite d'une Blessure survenue pendant que l'assurance est en vigueur, dans les seuls cas où cette Perte survient dans un délai de 100 jours suivant la date de l'accident qui a causé la Blessure. La Compagnie ne versera en aucun cas des indemnités pour plus d'une Perte subie par l'Assuré à l'occasion d'un même accident. Si l'Assuré subit plusieurs Pertes à l'occasion d'un même accident, seule celle donnant droit à l'indemnité la plus élevée sera versée.

Par « Perte », on entend, en ce qui concerne une main ou un pied, l'amputation totale et permanente d'un membre au niveau ou au-dessus du poignet ou de la cheville. En ce qui concerne les yeux, ce terme signifie la perte complète et irrémédiable de la vue de l'œil.

INDEMNITÉ MAXIMALE DE 100 000 \$ PAR ASSURÉ

Quel que soit le nombre de Cartes dont l'Assuré est titulaire, la Compagnie n'est en aucun cas tenue de verser, aux termes de la Police, des indemnités supérieures au maximum prévu au « Barème des indemnités » pour toute Perte subie par l'Assuré à l'occasion d'un même accident.

DESCRIPTION DES INDEMNITÉS

Indemnité d'accident de transport public : Cette indemnité est payable aux termes de la Police si l'Assuré subit une Blessure à cause d'un accident survenu à l'occasion d'un Voyage assuré pendant qu'il voyageait uniquement à titre de passager à bord d'un Véhicule de transport public, qu'il y montait ou qu'il en descendait ou parce qu'il a été frappé par le Véhicule de transport public.

Indemnité au titre d'un moyen de transport de substitution : Cette indemnité est payable aux termes de la Police dans le cas où l'Assuré subit une Blessure :

1. en raison d'un accident qui survient au cours d'un Voyage assuré pendant qu'il était passager à bord d'un véhicule de transport (ou lorsqu'il y montait ou qu'il en descendait) servant de moyen de transport de substitution pour un voyage par un Transporteur aérien régulier qui a été retardé ou dont l'itinéraire a été modifié, ce qui a obligé le transporteur aérien à prévoir un autre moyen de transport ; ou
2. parce qu'il a été frappé par un véhicule servant de moyen de transport de substitution pour un voyage en avion effectué dans les circonstances ci-dessus.

EXPOSITION AUX ÉLÉMENTS ET DISPARITION

Si, en raison d'un accident qui survient au cours d'un Voyage assuré, l'Assuré est irrémédiablement exposé aux éléments entraînant la disparition, le naufrage ou la destruction du Véhicule de transport public, et qu'il subit de ce fait une Perte qui donne normalement lieu à une indemnité prévue par la Police, cette Perte est également assurée.

Si l'Assuré disparaît à la suite d'un accident survenu au cours d'un Voyage assuré qui entraîne la disparition, le naufrage ou la destruction du Véhicule de transport public, et si son corps n'est pas retrouvé dans les 52 semaines qui suivent la date de cet accident, l'Assuré sera, sauf preuve du contraire, réputé être décédé des suites d'une Blessure assurée par la Police.

EXCLUSIONS

Sont exclues de la Police les Pertes causées ou aggravées par : 1) une Blessure que l'Assuré s'inflige ou tente de s'infliger de façon délibérée, un suicide ou une tentative de suicide, qu'il soit sain d'esprit ou non ; 2) une guerre, précédée ou non d'une déclaration, ou un acte de guerre ; cependant, tout acte commis par un agent d'un gouvernement, d'un parti ou d'une faction qui participe à une guerre, à des hostilités ou à d'autres conflits armés, pourvu qu'il agisse secrètement et non dans le cadre d'une opération des forces armées (militaires, navales ou aériennes) dans le pays où la Blessure survient n'est pas considéré comme un acte de guerre ; 3) la perpétration ou la tentative de perpétration d'un acte criminel en vertu du Code criminel du Canada ou des lois d'un autre pays, l'aide ou la complicité dans le cadre de cette infraction, par l'Assuré ou les bénéficiaires ou au nom de ceux-ci ; 4) une Blessure subie pendant que l'Assuré conduisait un véhicule de transport ou était membre d'équipage à bord de celui-ci ; 5) une Blessure subie en conduisant une voiture de location, en voyageant à son bord, en y montant ou en descendant ; 6) la consommation d'alcool, de drogue, de médicaments, de gaz ou de poison par l'Assuré, à moins qu'elle n'ait été faite selon les prescriptions d'un médecin ; ou 7) l'évacuation, la dispersion, l'infiltration, la migration, la fuite, le rejet, réels, présumés ou potentiels, directs ou indirects, de matières, de gaz ou de contaminants radioactifs, nucléaires, chimiques ou biologiques dangereux ou l'exposition réelle, présumée ou potentielle, directe ou indirecte, à ces éléments.

EXPIRATION DE LA PROTECTION INDIVIDUELLE

La protection de l'Assuré prend fin à la première des deux dates suivantes à survenir : 1) la date d'expiration de la Police ; ou 2) la date où il cesse d'être un Assuré aux termes de la Police.

DEMANDES D'INDEMNITÉS

Les avis de sinistre doivent être donnés par écrit à : Chubb du Canada compagnie d'assurance vie, 199 rue Bay, bureau 2500 CP 139, Commerce Court Postal Station, Toronto, Ontario M5L 1E2 dans les 30 jours à compter de la survenance de la Perte couverte par la Police ou dans le délai le plus raisonnable possible par la suite.

L'avis fourni à la Compagnie par le demandeur ou en son nom doit contenir des renseignements suffisants pour permettre d'identifier l'Assuré. L'indemnité à verser au titre d'une Perte couverte sera payable dès réception des pièces justificatives nécessaires.

PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Les indemnités pour les pertes subies par l'Assuré lui seront versées directement, s'il est vivant, et dans le cas contraire, à la personne survivante ou réparties également entre les personnes survivantes de la première des catégories suivantes de bénéficiaires dont un membre est encore vivant :

- a. le Conjoint de l'Assuré. Dans les cas où il y aurait plus d'un Conjoint, « Conjoint » s'entend du conjoint de fait au moment de la Perte de l'Assuré ;
- b. les enfants de l'Assuré, y compris les enfants adoptés légalement, dans la mesure où, si l'Assuré a des petits-enfants survivants d'un enfant d'Assuré qui n'a pas survécu à l'Assuré, ces petits-enfants se partageront également la partie qui aurait été versée à leur parent si ce parent avait survécu à l'Assuré ;
- c. la succession de l'Assuré.

La présente politique contient une disposition supprimant ou restreignant le droit d'une personne ou d'un groupe assuré de désigner des personnes pour le versement des paiements d'assurance.

Pour la détermination des bénéficiaires, la Compagnie peut s'en remettre à une déclaration faite sous serment par un membre d'une des catégories de bénéficiaires ci-dessus. Les versements effectués d'après cette déclaration dégagent complètement la Compagnie de tous ses engagements aux termes de la Police, sauf si, avant qu'un versement ne soit effectué, la Compagnie reçoit à l'adresse mentionnée ci-dessus un avis écrit d'une demande d'indemnité en bonne et due forme de la part d'une autre personne. Toute somme payable à un mineur peut être versée au tuteur de ce mineur.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Vous et tout demandeur en vertu de la police d'assurance collective avez le droit d'obtenir une copie de votre demande, de toute preuve d'assurabilité écrite (s'il y a lieu) et de la police d'assurance collective, sur demande.

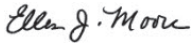
Toute action ou poursuite contre un assureur pour le recouvrement de montants d'assurance payables en vertu du contrat est absolument interdite à moins qu'elle ne soit intentée dans le délai prescrit par l'Insurance Act, par la Loi sur la prescription des actions de 2002 ou par toute autre loi applicable.

Les indemnités décrites dans le présent document sont soumises à toutes les modalités de la Police collective qui est détenue par American Express et peut être examinée aux bureaux du titulaire de la Police. Le présent certificat remplace tous les autres certificats déjà fournis à propos de la Police. Pour de plus amples renseignements sur les dispositions de cette Police, composez le 1-877-777-1544.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE : Je comprends que les renseignements que j'ai fournis dans le présent formulaire en ce qui a trait à ma demande de participation sont requis par Chubb du Canada compagnie d'assurance vie, ses réassureurs et ses agents autorisés (l'« assureur ») pour évaluer mes droits aux garanties, et, entre autres, pour vérifier si l'assurance est en vigueur, pour valider la pertinence des exclusions et pour coordonner les prestations avec celles que pourraient prévoir d'autres assureurs. À ces fins, l'assureur consultera également le dossier d'assurance qu'il possède sur moi, il recueillera des renseignements auprès de moi ou à mon sujet, et, lorsque nécessaire, il recueillera et échangera des renseignements sur moi auprès de tierces parties. L'assureur créera sur moi un dossier auquel ne pourront accéder que les salariés et les agents autorisés de l'assureur, ainsi que d'autres personnes autorisées par la loi. Si j'ai le droit d'accéder audit dossier, on en donnera l'accès à moi-même ainsi qu'aux personnes que j'aurai autorisées. Je comprends que, dans certains cas, les salariés, les fournisseurs de services, les agents, les réassureurs et tout autre fournisseur de Assurance-vie Chubb peuvent se trouver à l'extérieur du Canada et que mes renseignements personnels peuvent être assujettis à des législations autres que les lois canadiennes. Je consens à ce que l'on recueille, utilise et communique mes renseignements personnels dans la mesure où cela peut être nécessaire aux fins énumérées plus haut à compter de la date de la signature du présent formulaire. Je comprends en outre que mon consentement demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que je ne le révoquerai pas.

Pour complément d'information sur le principe directeur de Chubb-vie ou sur ses pratiques en matière de protection des renseignements personnels, veuillez consulter le site www.chubb.com/ca ou envoyer une demande écrite à cet effet à l'adresse suivante : Chargé de la protection des renseignements personnels, Chubb du Canada compagnie d'assurance vie, 199 rue bay, bureau 2500, Toronto, ON M5L 1E2.

DATE D'EFFET DE LA GARANTIE : Je conviens que la garantie prendra effet le premier jour du mois suivant la date de ma demande de participation en ligne, sous réserve que les primes auront été réglées par moi et reçues par Chubb du Canada compagnie d'assurance vie.



Ellen J. Moore

Présidente, Chubb du Canada compagnie d'assurance vie

2835

MD, MC utilisée par la Banque Amex du Canada en vertu d'une licence accordée par American Express.

md®, mc® : marque déposée / de commerce d'AM Royalties Limited Partnership utilisée en vertu d'une licence accordée par LoyaltyOne, Co. et par la Banque Amex du Canada.

ASSURANCE VOL ET DOMMAGES POUR VOITURE DE LOCATION

Date de prise d'effet :
1^{er} août 2019

INTRODUCTION

La Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances (ci-après désignée l'« assureur ») procure l'assurance décrite dans le présent certificat en vertu de la police **PSI018515861** (ci-après désignée la « police ») émise à la Banque Amex du Canada (ci-après désignée le « Titulaire de police »). Ce certificat n'est pas un contrat d'assurance. Il ne fournit qu'un résumé des principales dispositions de la police. Le *Titulaire de la Carte* ou un demandeur en vertu de la police ou de la police collective peut, suite à une demande à l'assureur, obtenir une copie de la police ou de la police collective, sous réserve des restrictions d'accès permises par la loi applicable. Toute indemnisation est entièrement assujettie aux dispositions de la police, qui seule constitue la convention aux termes de laquelle les indemnités sont versées. L'assureur ou le Titulaire de police peut résilier, changer ou modifier l'assurance, en tout temps et sans préavis. Le présent certificat remplace tous les certificats émis antérieurement au *Titulaire de la Carte* à l'égard de la police.

Le présent certificat d'assurance donne un aperçu de la nature de l'Assurance vol et dommages pour *voiture de location*, des risques couverts et des modalités de règlement en cas de perte lorsque le *Titulaire de la Carte* loue et conduit une *voiture de location*, sans souscrire la garantie d'exonération en cas de dommages causés par collision (EDC), la garantie d'exonération en cas de pertes ou de dommages (EPD), ou leur équivalent, offertes par une *agence de location*. Il fournit également des directives sur la manière de présenter une demande d'indemnité. Le *Titulaire de la Carte* devrait garder ce certificat en lieu sûr et l'emporter avec lui chaque fois qu'il voyage.

Le *Titulaire de la Carte* devrait vérifier auprès de son assureur automobile et de l'*agence de location* si il ou elle et les autres conducteurs ont une assurance adéquate pour la responsabilité civile, les dommages corporels et les dommages matériels. Le présent certificat couvre uniquement les pertes, les dommages et le vol atteignant la *voiture de location*, tel qu'il est stipulé ci-après.

AVIS IMPORTANT – VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT

- **L'assurance n'est disponible que si vous êtes un résident du Canada.**
- **Le *Titulaire de la Carte de base* est responsable de cette protection d'assurance, ainsi que de toute protection souscrite lors d'une transaction effectuée par un *Titulaire d'une Carte supplémentaire* qui n'a pas atteint la majorité civile.**
- **Le présent certificat contient des dispositions pouvant limiter les montants payables.**

L'*agence de location* n'est aucunement tenue d'expliquer l'Assurance vol et dommages pour *voiture de location* au *Titulaire de la Carte*. Il est important de prendre note qu'il est possible que l'*agence de location* ne classe pas les véhicules, plus particulièrement les *mini-fourgonnettes* de la même manière que l'assureur. Le *Titulaire de la Carte* devrait confirmer auprès de l'assureur que la *voiture de location* est assurée en vertu du présent certificat. Pour confirmer la garantie en vertu du présent certificat, ou pour toutes autres questions concernant les détails compris dans les présentes, il faut communiquer avec

l'assureur, au **1 800 243-0198** (au Canada ou aux États-Unis) ou, à frais virés, au **+ 905 475-4822** (ailleurs à l'étranger).

Aucune assurance ne sera offerte en vertu du présent certificat lorsque la valeur de la *voiture de location*, selon l'année du modèle, est supérieure au prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) canadiens, avant taxes, à l'endroit de la signature du *contrat de location* ou de la prise de possession de la *voiture de location*.

CHAPITRE I DÉFINITIONS

Les termes figurant en *italique* dans le présent certificat d'assurance ont le sens qui leur est donné dans les définitions ci-après.

Agence de location - une agence de location de voitures titulaire de permis aux termes des lois applicables et qui fournit un *contrat de location*.

Carte - une Carte de crédit de Platine AIR MILES^{md*} American Express^{MD}.

Conducteur principal - le *Titulaire de la Carte* qui se présente à l'*agence de location* en personne, signe le *contrat de location*, refuse la garantie EDC de l'*agence de location* (EPD aux États-Unis) ou la protection équivalente qui lui est offerte par l'*agence de location*, entre en possession du *véhicule de location* et respecte toutes les dispositions du présent certificat. Le *Titulaire de la Carte* et tous les conducteurs doivent répondre aux exigences du *contrat de location* et les respecter, doivent être titulaires d'un permis de conduire valide et autorisés à conduire le *véhicule de location* en vertu des lois du lieu où ce véhicule sera utilisé.

Conducteur supplémentaire - tout conducteur qui n'est pas le *conducteur principal* de la *voiture de location*, mais qui conduit la *voiture de location* avec la permission du *Titulaire de la Carte* (le *conducteur principal*), qu'il s'agisse ou non d'une personne désignée dans le *contrat de location* ou identifiée à l'*agence de location* au moment de la location. Le *Titulaire de la Carte* et tous les conducteurs doivent répondre aux exigences du *contrat de location* et les respecter, doivent être titulaires d'un permis de conduire valide et autorisés à conduire le *véhicule de location* en vertu des lois du lieu où ce véhicule sera utilisé.

Contrat de location - un contrat écrit établi entre le *Titulaire de la Carte* et l'*agence de location* à l'égard de la *voiture de location*.

Mini-fourgonnette - un véhicule qui est conçu et fabriqué par un fabricant automobile comme une mini-fourgonnette. La mini-fourgonnette sert exclusivement au transport d'un maximum de huit personnes, conducteur compris. Elle assure uniquement le transport de passagers et de leurs bagages et ne sera pas utilisée par le *Titulaire de la Carte* pour le transport de passagers contre rémunération.

Période d'assurance - toute période d'au plus quarante-huit (48) jours consécutifs, débutant au moment où le *Titulaire de la Carte* prend légalement possession de la *voiture de location* et prenant fin au moment où l'*agence de location* reprend possession de la *voiture de location*. Si le *Titulaire de la Carte* loue une voiture pour plus de quarante-huit (48) jours consécutifs, aucune assurance n'est accordée en vertu des présentes, notamment pour les quarante-huit (48) premiers jours de location. La période d'assurance ne peut être prolongée au-delà desdits quarante-huit (48) jours par le renouvellement d'un *contrat de location* ou l'établissement d'un nouveau *contrat de location*, qu'il s'agisse ou non de la même voiture ou de la même *agence de location*. Une journée civile complète doit s'écouler entre les locations afin de briser le cycle de 48 jours consécutifs.

Personne(s) admissible(s) - tout *Titulaire de la Carte* ou *conducteur supplémentaire*, pendant qu'il est couvert en vertu du présent certificat.

Privation de jouissance - l'indemnité versée à une *agence de location* lorsque la *voiture de location* n'est pas disponible à des fins de location en raison de réparations effectuées pour des dommages subis pendant la *période d'assurance*.

Titulaire d'une Carte supplémentaire - utilisateur autorisé du compte-*Carte*.

Titulaire de la Carte - un titulaire d'une *Carte* valide, de base ou supplémentaire émise au Canada par la Banque Amex du Canada.

Titulaire de la Carte de base - la personne au nom de laquelle la Banque Amex du Canada a ouvert un compte-*Carte* et ne comprend aucun *Titulaire d'une Carte supplémentaire*, dans la mesure où les privilèges du compte-*Carte* n'ont pas expiré, été révoqués, été résiliés ou ne sont pas suspendus.

Valeur au jour de la perte - la valeur du véhicule à la date du vol, des pertes ou des dommages, sous réserve de facteurs tels que la dépréciation et la vétusté. Afin de déterminer la dépréciation, l'assureur tiendra compte de l'état de la *voiture de location* immédiatement avant le vol ou la perte de la *voiture de location* ou les dommages subis par celle-ci, sa valeur de revente sur le marché normal et sa durée utile prévue.

Véhicule hors route - tout véhicule conduit sur une route qui n'est pas entretenue par un organisme fédéral, provincial, d'état ou local, sauf les entrées et les sorties de propriété privée, ou tout véhicule qui ne peut être immatriculé afin de circuler sur une voie publique et qui est désigné, conçu et fabriqué principalement pour un usage hors route.

Voiture de location - un véhicule loué auprès d'une *agence de location* pour une période n'excédant pas la *période d'assurance* prévue, mais non l'un des véhicules exclus précisés au Chapitre IV - Exclusions, « **Les véhicules suivants sont exclus de l'assurance aux termes du présent certificat** ».

Voiture exempte de taxe - une voiture exempte de taxe, louée par des touristes pour une courte durée (de 17 jours à 6 mois), avec garantie de rachat.

CHAPITRE II DURÉE DE LA GARANTIE

A. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA GARANTIE

L'assurance d'un *Titulaire de la Carte* admissible entre en vigueur au moment où le *Titulaire de la Carte* prend légalement possession de la *voiture de location*.

B. FIN DE LA GARANTIE

L'assurance d'un *Titulaire de la Carte* prend fin à la première des éventualités ci-après :

1. Lorsque l'*agence de location* reprend possession de la *voiture de location*;
2. Lorsque le *Titulaire de la Carte* ne répond plus à l'une ou l'autre des définitions de *Titulaire de la Carte* ou de *conducteur principal* stipulées dans le présent certificat;
3. À la date de résiliation de la police, étant précisé que demeurent couvertes les locations en cours tant que le *Titulaire de la Carte* n'a pas remis la *voiture de location* à l'*agence de location*, à condition que la période de location totale n'excède pas la *période d'assurance*.

AVERTISSEMENT : Veuillez noter que la responsabilité du *Titulaire de la Carte* à l'égard du *contrat de location* ne prend pas simplement fin avec la remise des clés au comptoir de l'*agence de location* ou dans une boîte de dépôt prévue à cette fin. Le *Titulaire de la Carte* sera tenu responsable de tout dommage subi entre ce moment et celui où l'employé de l'*agence de location* rédige son Rapport d'inspection, si bien que, chaque fois que cela lui sera possible, le *Titulaire de la Carte* doit prendre les arrangements nécessaires pour être présent lors de l'inspection de la *voiture de location* par l'*agence de location*.

L'Assurance vol et dommages pour *voiture de location* prévoit une indemnité payable au *Titulaire de la Carte* ou à l'*agence de location* en cas de vol ou de perte de la *voiture de location* ou de dommages subis par celle-ci, à concurrence de sa *valeur au jour de la perte*, et de frais valides pour *privation de jouissance* demandés par l'*agence de location*, aux conditions ci-après. La garantie intervient aux conditions suivantes :

1. Le *Titulaire de la Carte* doit utiliser la même *Carte* valide du début de l'opération de location jusqu'à la fin. Le coût total de la location, y compris les taxes, doit être porté au compte de la *Carte* admissible. Les *voitures de location* qui font partie d'un forfait de voyage prépayé sont également assurées, si le coût entier du forfait a été porté au compte de la *Carte* du *Titulaire de la Carte*.
2. Le *Titulaire de la Carte* est couvert s'il a droit à une « location sans frais » du fait d'une campagne de promotion dans le cadre de laquelle il devait au préalable louer des véhicules, si le coût entier de chacune de ces locations, y compris les taxes sur la « location sans frais », a été porté au compte de la *Carte* du *Titulaire de la Carte*.
3. Si le *Titulaire de la Carte* obtient une ou des journées de « location gratuite » dans le cadre du programme de récompense de la *Carte* et que les taxes sur la location gratuite ont été portées à sa *Carte*, il est couvert pour le nombre de journées de location gratuite. Si la ou les journées de location gratuite sont combinées à des journées de location que le *Titulaire de la Carte* doit payer, le paiement supplémentaire, y compris les taxes, doit être porté en totalité au compte de sa *Carte*.
4. Si le *Titulaire de la Carte* utilise des points dans le cadre du programme de récompense de la *Carte* pour payer les frais de location et que les taxes sont portées à sa *Carte*, il est couvert. Toutefois, si seule une partie des frais de location est payée à l'aide des points obtenus dans le cadre du programme de récompense de la *Carte*, il doit, pour être couvert, porter le solde entier de la location, y compris les taxes, au compte de sa *Carte*. Remarque : La location d'une voiture ne sera pas couverte contre le vol et les dommages, si elle est payée avec les points d'un programme de récompense autre que celui de la *Carte*.
5. Seul le *Titulaire de la Carte* peut louer une voiture et refuser la garantie d'exonération en cas de dommages causés par collision de l'*agence de location* ou la garantie d'exonération en cas de pertes ou dommages, ou leur équivalent, qui lui sont offertes. La garantie sera nulle dans le cas de toute personne autre que le *Titulaire de la Carte* qui loue une voiture ou refuse les garanties.
6. Le *Titulaire de la Carte* est couvert dans le cas d'automobiles, de véhicules utilitaires sport et de *mini-fourgonnettes*, selon l'année du modèle, dont le prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF), est inférieur à quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) canadiens, avant taxes, à l'endroit de la signature du *contrat de location* ou de la prise de possession de la *voiture de location*, sauf pour ceux qui sont énumérés et décrits à la section portant sur les exclusions « **Les véhicules suivants sont exclus de l'assurance aux termes du présent certificat** ».
7. Le *Titulaire de la Carte* est couvert lorsqu'une seule *voiture de location* est louée à la fois, c'est-à-dire que si le *Titulaire de la Carte* loue plus d'une voiture au cours d'une même période donnée, seule la première location sera admissible à l'assurance.
8. Le *Titulaire de la Carte* doit refuser la garantie d'exonération en cas de dommages causés par collision de l'*agence de location* ou la garantie

d'exonération en cas de pertes ou dommages, ou leur équivalent, qui lui sont offertes dans le *contrat de location*. Si aucun espace n'est prévu dans le *contrat de location* pour que le *Titulaire de la Carte* puisse indiquer son refus de la garantie, il doit y inscrire ce qui suit : « Je refuse la garantie d'exonération en cas de dommages causés par collision offerte par l'*agence de location*. »

9. La période de location d'un même véhicule par le *Titulaire de la Carte* ne doit pas dépasser 48 jours consécutifs, ce qui comprend les cas où le *Titulaire de la Carte* loue une voiture immédiatement après en avoir loué une autre. Une journée civile complète doit s'écouler entre les locations afin de briser le cycle de 48 jours consécutifs. Si la période de location excède 48 jours consécutifs, la garantie est sans effet, depuis le premier jour, pour la période de location totale.
10. Le *Titulaire de la Carte* et (ou) la *personne admissible* n'a pas été indemnisé pour des dommages ou des frais couverts en vertu de la police ou de son assurance des particuliers.

Lorsqu'un *Titulaire de la Carte* n'a pas l'option de refuser la garantie d'exonération en cas de dommages causés par collision de l'*agence de location*, la garantie d'exonération en cas de pertes ou dommages ou une disposition similaire, l'assureur versera une indemnité pour le vol, la perte et les dommages couverts, à concurrence de la franchise stipulée dans la garantie d'exonération en cas de dommages causés par collision de l'*agence de location*, la garantie d'exonération en cas de pertes ou dommages ou une disposition similaire souscrite par le *Titulaire de la Carte*. La présente disposition ne doit pas être interprétée comme une garantie offerte lorsque l'*agence de location* est responsable des dommages à la *voiture de location* en vertu de la législation.

CHAPITRE IV EXCLUSIONS

La présente assurance ne prend pas en charge les frais imputables ou se rapportant de quelque façon à ce qui suit :

1. La responsabilité civile;
2. Les dommages ou les frais qui font l'objet d'une prise en charge, d'une renonciation ou d'un règlement par l'*agence de location* ou son assureur, en raison d'une convention d'indemnisation directe ou de toute disposition applicable des lois provinciales sur les assurances;
3. Les dommages corporels ou matériels, sauf en ce qui a trait à la *voiture de location* ou à ses accessoires;
4. Un véhicule de remplacement dont la totalité ou une partie du coût de location est couverte par une assurance automobile des particuliers;
5. La conduite de la *voiture de location* par une *personne admissible* qui est sous l'influence de substances intoxicantes ou narcotiques obtenues de manière illicite ou sur ordonnance (si la *personne admissible* a été avisée de ne pas conduire un véhicule);
6. Les actes malhonnêtes, frauduleux ou criminels commis par toute *personne admissible* ou à son instigation;
7. La participation à une course ou à une épreuve de vitesse;
8. L'usage de carburant d'un type ou d'un indice d'octane différent de celui recommandé par le fabricant pour la *voiture de location*;
9. L'usure normale, la détérioration graduelle, le bris ou la panne mécanique ou électrique, les dommages ou vices inhérents, les insectes ou la vermine;
10. L'utilisation de la *voiture de location* en violation des modalités du *contrat de location*, sauf pour ce qui suit :

- a) Les *personnes admissibles*, telles qu'elles sont définies, sont autorisées à conduire la *voiture de location*;
- b) La *voiture de location* peut circuler sur les routes publiques en gravier;
- c) La *voiture de location* peut circuler d'une province ou d'un état à l'autre, au Canada et aux États-Unis, et entre le Canada et les États-Unis.

Remarque : Le vol, la perte ou les dommages subis pendant que la *voiture de location* est conduite conformément aux alinéas a), b) ou c) ci-dessus sont couverts par la présente assurance, sous réserve des autres modalités du certificat. Toutefois, comme l'assurance responsabilité de l'agence de location peut ne pas intervenir, le Titulaire de la Carte doit veiller à ce que son assurance responsabilité personnelle soit adéquate.

- 11. La saisie ou la destruction par suite d'une mise en quarantaine ou de l'application de règlements douaniers, ou la confiscation par le gouvernement ou d'autres autorités civiles; le *Titulaire de la Carte* sera tenu responsable de tout dommage subi entre le moment de la saisie, de la confiscation ou de la mise en quarantaine et celui où l'employé de l'agence de location rédige son rapport d'inspection, si bien que, chaque fois que cela lui sera possible, le *Titulaire de la Carte* doit prendre les arrangements nécessaires pour être présent lors de l'inspection du véhicule par l'agence de location;
- 12. Le transport de marchandises de contrebande ou d'articles illicites;
- 13. La guerre civile ou étrangère, les actes hostiles ou guerriers, l'insurrection, la rébellion, la révolution, l'usurpation de pouvoir ou toute mesure prise par le gouvernement ou d'autres autorités civiles pour empêcher de tels actes ou pour les combattre ou s'en protéger;
- 14. Le transport de biens ou de passagers contre rémunération;
- 15. La réaction ou la radiation nucléaire, la contamination radioactive, ou toute arme de guerre utilisant la fission nucléaire ou une force radioactive;
- 16. Les dommages causés intentionnellement à la *voiture de location* par une *personne admissible* ou à son instigation;
- 17. La perte, l'endommagement ou l'égarement de dispositifs servant à entrer dans le véhicule, y compris les clés et les commandes à distance, ni les conséquences de leur perte, endommagement ou égarement.

Les véhicules suivants sont exclus de l'assurance aux termes du présent certificat :

- 1. Les automobiles et autres véhicules qui ne sont pas des *voitures de location*;
- 2. Les véhicules, selon l'année du modèle, dont le prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) est supérieur à quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) canadiens, avant taxes, à l'endroit de la signature du *contrat de location* ou de la prise de possession de la *voiture de location*;
- 3. Les fourgonnettes, commerciales ou autres, ou les mini-fourgonnettes (autres que *mini-fourgonnettes*);
- 4. Les camions, camionnettes ou autres véhicules pouvant être rapidement retransformés en camionnettes;
- 5. Les limousines;
- 6. Les *véhicules hors route*;
- 7. Les motocyclettes, les cyclomoteurs et les vélomoteurs;

8. Les remorques, les blocs-camping, les véhicules récréatifs ou les véhicules non immatriculés pour servir sur la voie publique;
9. Les véhicules servant au remorquage ou à la propulsion de remorques ou de tous autres objets;
10. Les minibus ou les autobus;
11. Tout véhicule qui est totalement ou partiellement fabriqué ou fini à la main ou dont la production est limitée à moins de 2 000 véhicules par an;
12. Les voitures anciennes, à savoir celles de plus de vingt (20) ans ou qui ne sont plus fabriquées depuis au moins dix (10) ans;
13. Les *voitures exemptes de taxe*.

CHAPITRE V EN CAS D'ACCIDENT OU DE VOL

Toutes les demandes d'indemnités doivent être déclarées au plus tard 48 heures après le vol, la perte ou le dommage subi au **1 800 243-0198** (au Canada ou aux États-Unis) ou, à frais virés, au **+ 905 475-4822** (ailleurs à l'étranger).

Avant de louer et après avoir loué la *voiture de location*, le *Titulaire de la Carte* doit vérifier si elle a des éraflures ou des bosses. Le cas échéant, il doit prendre soin de les souligner à un représentant de l'*agence de location* et faire en sorte que ce dernier en prenne note sur le formulaire approprié dont il doit garder une copie pour ses dossiers.

Si la *voiture de location* a subi des dommages de quelque nature que ce soit pendant la *période d'assurance*, le *Titulaire de la Carte* doit composer immédiatement l'un des numéros de téléphone ci-dessus et ne signer aucun bordereau d'opération en blanc pour couvrir les dommages et les frais de *privation de jouissance* ni bordereau d'opération en blanc pour couvrir les dommages et les frais de *privation de jouissance* estimés.

Il est important de noter que le *Titulaire de la Carte* demeure responsable du vol, de la perte et des dommages et que l'assureur peut communiquer avec lui par la suite pour lui poser des questions au cours du processus de règlement.

Si le *Titulaire de la Carte* présente une demande d'indemnité, il doit soumettre celle-ci dans les 45 jours de la découverte du vol, de la perte ou des dommages avec toutes les pièces justificatives ci-dessous qu'il lui est alors possible de fournir.

Voici les pièces justificatives requises pour le règlement d'une demande d'indemnité :

- les relevés, sur demande;
- le reçu d'opération démontrant que la *voiture de location* a été réglée en entier avec la *Carte*, ou le reçu d'opération indiquant le solde des frais de location, si des points obtenus dans le cadre du programme de récompense de la *Carte* ont servi à payer une partie de la location;
- une copie recto-verso du *contrat de location*;
- le rapport sur l'accident ou les dommages, s'il est disponible;
- la facture détaillée des réparations;
- tout reçu obtenu pour le paiement de réparations;
- le rapport de police, lorsqu'il est disponible; et si un rapport de police n'est pas légalement requis à l'endroit où l'accident est survenu, il faut alors obtenir le nom, le numéro matricule et l'adresse de la division de l'agent de police contacté;
- une copie du relevé de compte provisoire ou définitif, si des réparations ont été portées au compte.

Il faut faire parvenir ces documents à :

Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances

Services de gestion des sinistres

2 Prologis Blvd., Suite 100

Mississauga (Ontario) L5W 0G8

Dans toute communication écrite ou verbale, il faut préciser le nom du *Titulaire de la Carte*, le nom du Titulaire de police et le numéro de police PSI018515861.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour le recouvrement des sommes assurées payables en vertu du contrat est absolument interdite, à moins d'être entreprise dans le délai prévu dans l'Insurance Act (pour toute action ou procédure régie par les lois de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Manitoba), la Loi de 2002 sur la prescription des actions (pour toute action ou procédure régie par les lois de l'Ontario), l'article 2925 du Code civil du Québec (pour toute action ou procédure régie par les lois du Québec) ou par toute autre loi applicable.

DEVISE CANADIENNE

Tous les paiements sont effectués en monnaie ayant cours légal au Canada. Tous les montants ou limitations de garantie sont indiqués en monnaie canadienne.

CONTESTATION DES RÈGLEMENTS

En cas de contestation de l'assureur ou du *Titulaire de la Carte* portant sur le règlement d'une demande d'indemnité, un arbitrage peut intervenir à la demande écrite de l'un des deux. Chaque partie nomme un expert compétent. Les deux experts ainsi nommés examinent les faits et évaluent les dommages. Si les deux experts ne s'entendent pas, ils soumettent leurs différends à un arbitre. La décision arbitrale est rédigée à la majorité des voix et est définitive. Chaque partie supporte les frais et honoraires de son expert et la moitié des frais et honoraires de l'arbitrage.

SUBROGATION

À concurrence des indemnités versées par l'assureur, les droits du *Titulaire de la Carte* contre les tiers responsables deviennent ceux de l'assureur. Ce transfert de droits s'appelle subrogation. Le *Titulaire de la Carte* doit prêter son concours à l'assureur pour l'exercice de ces droits en prenant toutes les mesures raisonnables que l'assureur peut exiger, notamment en signant tous les documents voulus. Le *Titulaire de la Carte* doit aussi signer le formulaire de subrogation fourni par l'assureur.

SANCTIONS

L'assureur doit se conformer aux sanctions économiques, financières et commerciales (« les Sanctions ») imposées par le Canada et il peut devoir se conformer aux Sanctions imposées par les États-Unis dans certaines circonstances. L'assureur étant membre du Groupe RSA dont la compagnie d'assurance principale, située au Royaume-Uni, est tenue de se conformer aux Sanctions imposées par l'Union européenne et le Royaume-Uni, les parties aux présentes reconnaissent donc que l'assureur doit s'engager à respecter les mêmes exigences. En conséquence, l'assureur ne fournira aucune couverture ou ne pourra être tenu responsable d'effectuer des paiements ou de verser des indemnités ou autres prestations, au titre du présent certificat d'assurance, qui pourraient contrevenir à des Sanctions applicables imposées en vertu des lois canadiennes, de l'Union européenne, du Royaume-Uni, ou des États-Unis.

AVIS IMPORTANT À PROPOS DE VOS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances s'engage à protéger votre vie privée et la confidentialité de vos renseignements personnels. Nous recueillons, utiliserons et divulguons vos renseignements personnels aux fins précisées dans notre Politique de protection des renseignements personnels. Pour obtenir de plus amples renseignements, vous pouvez consulter notre Politique de protection des renseignements personnels en ligne à www.rsagroup.ca, ou demandez un exemplaire du document en appelant au 1 888 877-1710.

2839

Ce produit d'assurance est souscrit auprès de la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances.

© 2019 Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances. Tous droits réservés. ^{MD} RSA, RSA & Design ainsi que les mots et logos s'y rattachant sont des marques de commerce appartenant au RSA Insurance Group plc et utilisées sous licence par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances.

^{MD, MC} utilisée par la Banque Amex du Canada en vertu d'une licence accordée par American Express.

^{md*, mc*} : marque déposée / de commerce d'AM Royalties Limited Partnership utilisée en vertu d'une licence accordée par LoyaltyOne, Co. et par la Banque Amex du Canada.

GARANTIE PROTECTION-ACHAT^{MD}

Date de prise d'effet :
1^{er} août 2019

INTRODUCTION

La Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances (ci-après désignée « l'assureur ») procure l'assurance décrite dans le présent certificat en vertu de la police **PSI018966745** (ci-après désignée la « police ») émise à la Banque Amex du Canada (ci-après désignée le « Titulaire de police »). Un exemplaire de la police est conservé à la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances, au 18, rue York, bureau 800, Toronto, Ontario M5J 2T8.

Ce certificat n'est pas un contrat d'assurance. Il ne fournit qu'un résumé des principales dispositions de la police. Le *Titulaire de la Carte* ou un demandeur en vertu de la police ou de la police collective peut, suite à une demande à l'assureur, obtenir une copie de la police ou de la police collective, sous réserve des restrictions d'accès permises par la loi applicable. Toute indemnisation est entièrement assujettie aux dispositions de la police, qui seule constitue la convention aux termes de laquelle les indemnités sont versées.

L'assurance fournie selon les termes du présent certificat est complémentaire. Cette couverture d'assurance procure un supplément d'indemnisation en dehors de toute autre indemnité d'assurance applicable, valide, et recouvrable par le *Titulaire de la Carte*.

Le présent certificat d'assurance donne un aperçu de la Garantie Protection-Achat^{MD}, des risques couverts et des conditions dans lesquelles une indemnité sera versée au *Titulaire de la Carte*. Il fournit également des directives sur la manière de présenter une demande d'indemnité.

AVIS IMPORTANT – VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT

- **L'assurance n'est disponible que si vous êtes un résident du Canada.**
- **Le *Titulaire de la Carte de base* est responsable de cette protection d'assurance, ainsi que de toute protection souscrite lors d'un achat par un *Titulaire d'une Carte supplémentaire* qui n'a pas atteint la majorité civile.**
- **Le présent certificat contient des dispositions pouvant limiter les montants payables.**

Pour toutes questions concernant les détails inclus aux présentes et pour confirmer les garanties fournies en vertu de la police, veuillez contacter l'assureur au **1 800 243-0198** (Canada et États-Unis) ou, à frais virés, au **+ 905 475-4822** (ailleurs à l'étranger).

CHAPITRE I DÉFINITIONS

Les termes figurant en *italique* dans le présent certificat d'assurance ont le sens qui leur est donné dans les définitions ci-après.

Article - un article neuf (une paire ou un ensemble constituant un seul article) à usage personnel (qui n'a pas été acheté par ou pour une entreprise ou à des fins commerciales), ou un cadeau, dont la totalité du *prix d'achat* est portée à la *Carte*.

Autre assurance - toutes les polices d'assurance, contrats d'indemnités, contrats de services ou garanties qui procurent un supplément de garantie à un *Titulaire de la Carte* en cas de perte ou de dommage couvert en vertu de la Garantie Protection-Achat.

Carte - une Carte de crédit de Platine AIR MILES^{md*} American Express^{MD}.

Garantie du fabricant - une garantie expressément écrite émise par le fabricant de l'*article* au moment de l'achat. La garantie du fabricant doit être offerte sans aucun frais additionnel et être valide au Canada ou aux États-Unis.

Prix d'achat - le coût réel de l'*article*, y compris toutes taxes de vente applicables, comme indiqué sur le bordereau de vente du magasin.

Sinistre - la ou les pertes ou dommages découlant d'un seul événement ou incident, qui est ni prévu ni voulu par le *Titulaire de la Carte*.

Titulaire d'une Carte supplémentaire - utilisateur autorisé du compte-*Carte*.

Titulaire de la Carte - un titulaire d'une *Carte* valide, de base ou supplémentaire émise au Canada par la Banque Amex du Canada.

Titulaire de la Carte de base - la personne au nom de laquelle la Banque Amex du Canada a ouvert un compte-*Carte* et ne comprend aucun *Titulaire d'une Carte supplémentaire*, dans la mesure où les privilèges du compte-*Carte* n'ont pas expiré, été révoqués, été résiliés ou ne sont pas suspendus.

CHAPITRE II NATURE ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

Lorsque le *Titulaire de la Carte* porte la totalité du *prix d'achat* d'un *article* sur sa *Carte*, la Garantie Protection-Achat prolonge la durée de la *garantie du fabricant* initiale pour une période de temps égale à la durée de la *garantie du fabricant* initiale (à l'exclusion de garantie prolongée par le fabricant ou un tiers), et jusqu'à un an supplémentaire sur des garanties inférieures ou égales à cinq ans qui sont valides au Canada ou aux États-Unis. La garantie couvre les défauts de fonctionnement ou les dommages selon les conditions prévues dans la *garantie du fabricant* initiale de l'*article* sans aucun coût supplémentaire.

La garantie entre en vigueur dès l'expiration de la *garantie du fabricant* initiale de l'*article* et jusqu'à un an au maximum. Si la *garantie du fabricant* initiale d'un *article* ne peut plus être honorée en raison de la faillite du fabricant, cette assurance couvrira la garantie immédiatement à la date de faillite de l'entreprise, pour une durée maximale d'un an.

Seul le *Titulaire de la Carte* pourra bénéficier des conditions prévues dans la Garantie Protection-Achat. Seul le *Titulaire de la Carte* aura un droit légal ou en équité, à faire un recours ou une demande d'indemnité et/ou à des indemnités au titre de l'assurance de la Garantie Protection-Achat.

CHAPITRE III LIMITATIONS DE LA GARANTIE

1. L'indemnité en cas de *sinistre* est limitée à 10 000 \$ par *article* (sans dépasser 25 000 \$ par *Titulaire de la Carte* par année de police pour la totalité des *sinistres* et tous *articles* combinés) sous réserve des conditions et exclusions du certificat.
2. L'assurance fournie en vertu de ce certificat intervient à titre complémentaire. Ce certificat ne remplace aucune *autre assurance* couvrant également l'*article* contre les dommages matériels directs, le mal fonctionnement ou la défaillance. En outre, ce certificat ne couvre le *Titulaire de la Carte* que dans la mesure où les dommages matériels directs, le mal fonctionnement ou la défaillance ne sont pas couverts par l'*autre assurance*.
3. La responsabilité totale de l'assureur pour tout *article* en vertu du présent certificat se limite à son *prix d'achat*.
4. Les demandes d'indemnité concernant les *articles* composant une paire ou un ensemble seront couverts pour le *prix d'achat* total de la paire ou de l'ensemble, à condition que les *articles* soient inutilisables individuellement et ne puissent être remplacés sur une base individuelle.
5. Les demandes d'indemnité admissibles seront réglées, au choix de l'assureur, par le remplacement, la réparation ou la reconstruction de

l'article ou moyennant un paiement au comptant jusqu'à concurrence du *prix d'achat*, sous réserve des présentes limitations de garantie de l'assureur.

CHAPITRE IV CONDITIONS ET RESTRICTIONS SUPPLÉMENTAIRES ET EXCLUSIONS

1. Aucune indemnité ne sera versée et aucune couverture ne sera offerte en vertu du certificat pour les pertes découlant des risques suivants :
 - a. Tout dommage matériel, notamment les dommages résultant directement d'une catastrophe naturelle ou d'une surtension, sauf si la *garantie du fabricant* initiale couvre de tels dommages.
 - b. *Sinistres* ayant pour cause :
 - I. la fraude,
 - II. l'abus,
 - III. la guerre ou des hostilités de tout genre (e.g. invasion, rébellion, insurrection),
 - IV. la confiscation par ordre d'un gouvernement, d'un pouvoir public ou des douanes,
 - V. le risque de contrebande,
 - VI. des activités ou actions illégales,
 - VII. la contamination radioactive,
 - c. la négligence,
 - d. l'installation incorrecte ou l'altération,
 - e. les coûts auxiliaires découlant d'un *article* et non constitutifs du *prix d'achat*,
 - f. les défauts inhérents au produit,
 - g. la défaillance mécanique ou défaillance d'un produit couverte en cas de rappel du produit,
 - h. tous les *sinistres* qui surviennent après la période de couverture de la Garantie Protection-Achat.
2. Aucune indemnité ne sera versée et aucune couverture ne sera offerte en vertu du certificat dans les cas suivants :
 - a. produits dont les *garanties du fabricant* ne sont pas valides au Canada ou aux États-Unis ;
 - b. produits qui, au moment de l'achat, sont usagés, remis à neuf, rénovés, reconstruits, y compris les modèles de démonstration ;
 - c. produits couverts par une garantie de satisfaction inconditionnelle ;
 - d. véhicules motorisés (tels que voitures, camions, motocyclettes, bateaux, avions), ainsi que leurs pièces détachées (y compris batteries, carburateurs, conduites, tuyaux, pistons, freins, pneus, ou silencieux) ;
 - e. engins motorisés et pièces détachées utilisés pour l'agriculture, l'aménagement paysager, la démolition ou la construction ;
 - f. améliorations ou mises à niveau d'une propriété commerciale ou résidentielle, incluant sans s'y limiter les objets fixés de manière permanente, installations commerciales, incluant sans s'y limiter des climatiseurs, réfrigérateurs, appareils de chauffage ;
 - g. pertes ou dommages aux appareils électriques ou appareils de toute sorte (câblage compris) quand la perte ou le dommage est dû à des courants électriques produits artificiellement, notamment la formation d'étincelles, sauf si un incendie ou une explosion s'ensuit, et ce uniquement pour les pertes et dommages ;
 - h. terrain ou immeubles ;
 - i. bijoux ;

- j. biens périssables ou consommables ;
- k. animaux ou plantes vivantes ;
- l. produits uniques qui ne peuvent être remplacés ;
- m. fournitures d'entreprise qui incluent mais ne se limitent pas, à l'inventaire, les *articles* achetés pour la revente ou les *articles* faisant partie d'un produit revendable ;
- n. équipements et *articles* de sport lorsque la perte ou le dommage découle de l'utilisation de ces derniers ;
- o. produits dont les *garanties du fabricant*, ou la combinaison des *garanties du fabricant* et des plans de service après-vente durent plus de cinq ans ;
- p. la *garantie du fabricant* de l'équipement se définit comme la garantie de base offerte par le fabricant au moment de l'achat. La Garantie Protection-Achat ne s'applique pas aux garanties supplémentaires acquises auprès du fabricant ou d'un tiers.

CHAPITRE V AVIS DE PERTE/ PREUVE DE PERTE/ INDEMNISATION DES SINISTRES

Le *Titulaire de la Carte* doit faire une demande d'indemnité dans un délai de 30 jours à compter de la date du *sinistre*. Il est important de se rappeler que le *Titulaire de la Carte* devra conserver tous les reçus, toute *garantie du fabricant* initiale du ou des *articles* à réparer tant que la demande d'indemnité est en cours. Le *Titulaire de la Carte* pourrait également se voir demander d'obtenir une estimation du coût des réparations.

- 1) Pour déclarer un *sinistre*, le *Titulaire de la Carte* doit appeler sans frais au **1 800 243-0198** (Canada ou États-Unis) ou, à frais virés, au **+ 905 475-4822** (ailleurs à l'étranger).
- 2) Documentation nécessaire à la demande d'indemnité :
 - a. l'original de la facture,
 - b. la déclaration de la Banque Amex du Canada correspondante,
 - c. la *garantie du fabricant* initiale.
- 3) L'assureur devra, au choix, faire réparer, reconstruire ou remplacer l'*article* ou rembourser le *Titulaire de la Carte* (en espèces ou à crédit) à concurrence de la somme portée à la *Carte*, sans dépasser le montant du *prix d'achat* initial. La Garantie Protection-Achat ne prévoit pas le remboursement des frais d'expédition et de manutention ou d'installation, d'assemblage, ni d'autres frais de service.
- 4) Pour bénéficier de l'indemnisation, le *Titulaire de la Carte* doit fournir la documentation requise à l'assureur dans un délai de 60 jours à compter de la date du *sinistre* (ou 30 jours suivant la requête de l'assureur).
- 5) Pour certaines demandes d'indemnité, on peut requérir du *Titulaire de la Carte* d'envoyer l'*article* endommagé, à ses frais, pour un complément d'évaluation du *sinistre*. Pour bénéficier de l'indemnisation, le *Titulaire de la Carte* devra, si nécessaire, expédier l'*article* endommagé dans un délai de 30 jours à compter de la date de la requête.

CONTESTATION DES RÈGLEMENTS

Dans le cas d'un désaccord concernant la valeur de l'*article* ou du bien épargné ou sur le montant du *sinistre*, un arbitrage devra intervenir pour trancher la question en vertu de la législation territoriale ou provinciale sur les assurances en vigueur. Aucun arbitrage ne sera effectué avant qu'une demande spécifique ne soit présentée par écrit à cette fin, ni avant qu'une preuve de perte n'ait été présentée.

BIENS COMPOSANT UN ENSEMBLE

Sauf dans le cas de demandes d'indemnité concernant des *articles* composant une paire ou un ensemble, l'assureur n'a aucune obligation à l'égard de tout

dommage subi par toute partie de l'*article* qui comporte, lorsqu'il est utilisable, plusieurs parties composant un ensemble, autre que l'obligation de réparer ou de payer la valeur de remplacement de la partie volée ou endommagée, y compris les frais d'installation. Lorsque les parties d'un ensemble sont utilisables individuellement, la responsabilité sera limitée à une indemnité égale au prorata du *prix d'achat* de cet *article* ou ces *articles* formant la base des demandes d'indemnité mentionnées ci-dessous.

SUBROGATION

Comme condition à l'indemnisation de tout *sinistre* au bénéfice du *Titulaire de la Carte*, en vertu de la police, le *Titulaire de la Carte* devra, sur demande, envoyer l'*article* endommagé à l'assureur et lui céder ses droits contre toutes les autres parties relativement à la perte. Le *Titulaire de la Carte* devra apporter à l'assureur toute l'assistance que l'assureur pourrait raisonnablement exiger afin d'exercer ses droits et ses recours, notamment la signature de tous les documents nécessaires pour permettre à l'assureur d'intenter une action en justice au nom du *Titulaire de la Carte*.

DILIGENCE RAISONNABLE

Le *Titulaire de la Carte* fera preuve de diligence et prendra toutes les mesures raisonnables pour éviter, atténuer ou diminuer les pertes ou les dommages aux biens couverts par la Garantie Protection-Achat. L'assureur n'appliquera pas déraisonnablement cette disposition dans le but d'éviter le remboursement des demandes d'indemnités dans le cadre de la police.

FAUSSE DÉCLARATION

Si le *Titulaire de la Carte* fait sciemment une demande d'indemnité erronée ou frauduleuse, le *Titulaire de la Carte* ne pourra plus jouir des avantages de telles protections dans la présente, ni être remboursé pour la demande d'indemnité déclarée en vertu de la police.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour le recouvrement des sommes assurées payables en vertu du contrat est absolument interdite, à moins d'être entreprise dans le délai prévu dans l'Insurance Act (pour toute action ou procédure régie par les lois de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Manitoba), la Loi de 2002 sur la prescription des actions (pour toute action ou procédure régie par les lois de l'Ontario), l'article 2925 du Code civil du Québec (pour toute action ou procédure régie par les lois du Québec) ou par toute autre loi applicable.

SANCTIONS

L'assureur doit se conformer aux sanctions économiques, financières et commerciales (« les Sanctions ») imposées par le Canada et il peut devoir se conformer aux Sanctions imposées par les États-Unis dans certaines circonstances. L'assureur étant membre du Groupe RSA dont la compagnie d'assurance principale, située au Royaume-Uni, est tenue de se conformer aux Sanctions imposées par l'Union européenne et le Royaume-Uni, les parties aux présentes reconnaissent donc que l'assureur doit s'engager à respecter les mêmes exigences. En conséquence, l'assureur ne fournira aucune couverture ou ne pourra être tenu responsable d'effectuer des paiements ou de verser des indemnités ou autres prestations, au titre du présent certificat d'assurance, qui pourraient contrevenir à des Sanctions applicables imposées en vertu des lois canadiennes, de l'Union européenne, du Royaume-Uni, ou des États-Unis.

DEVISE CANADIENNE

Tous les paiements devront être effectués en devise légale du Canada. Toutes les limites des indemnités sont indiquées en devise canadienne.

AMENDEMENT

Le Titulaire de la police peut annuler ou modifier cette couverture à tout moment et sans préavis. Ce certificat remplace tous les certificats émis antérieurement au *Titulaire de la Carte* à l'égard de la police.

AVIS IMPORTANT À PROPOS DE VOS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances s'engage à protéger votre vie privée et la confidentialité de vos renseignements personnels. Nous recueillerons, utiliserons et divulguerons vos renseignements personnels aux fins précisées dans notre Politique de protection des renseignements personnels. Pour obtenir de plus amples renseignements, vous pouvez consulter notre Politique de protection des renseignements personnels en ligne à www.rsagroup.ca, ou demandez un exemplaire du document en appelant au 1 888 877-1710.

2847

Ce produit d'assurance est souscrit auprès de la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances.

© 2019 Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances. Tous droits réservés. ^{MD} RSA, RSA & Design ainsi que les mots et logos s'y rattachant sont des marques de commerce appartenant au RSA Insurance Group plc et utilisées sous licence par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances.

^{MD, MC} utilisée par la Banque Amex du Canada en vertu d'une licence accordée par American Express.

^{md*, mc*} : marque déposée / de commerce d'AM Royalties Limited Partnership utilisée en vertu d'une licence accordée par LoyaltyOne, Co. et par la Banque Amex du Canada.

GARANTIE-ACHAT^{MD}

Date de prise d'effet :
1^{er} août 2019

INTRODUCTION

La Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances (ci-après désignée l'« assureur ») procure l'assurance décrite dans le présent certificat en vertu de la police **PSI018516570** (ci-après désignée la « police ») émise à la Banque Amex du Canada (ci-après désignée le « Titulaire de police »). Ce certificat n'est pas un contrat d'assurance. Il ne fournit qu'un résumé des principales dispositions de la police. Le *Titulaire de la Carte* ou un demandeur en vertu de la police ou de la police collective peut, suite à une demande à l'assureur, obtenir une copie de la police ou de la police collective, sous réserve des restrictions d'accès permises par la loi applicable. Toute indemnisation est entièrement assujettie aux dispositions de la police, qui seule constitue la convention aux termes de laquelle les indemnités sont versées. L'émetteur de la *Carte* se réserve le droit de résilier, de changer ou de modifier l'assurance, en tout temps et sans préavis. Le présent certificat remplace tous les certificats émis antérieurement au *Titulaire de la Carte* à l'égard de la police.

Le présent certificat d'assurance donne un aperçu de la Garantie-Achat^{MD}, des risques couverts et des conditions auxquelles une indemnité sera versée au *Titulaire de la Carte*. Il fournit également des directives sur la manière de présenter une demande d'indemnité.

AVIS IMPORTANT – VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT

- **L'assurance n'est disponible que si vous êtes un résident du Canada.**
- **Le *Titulaire de la Carte de base* est responsable de cette protection d'assurance, ainsi que de toute protection souscrite lors d'un achat par un *Titulaire d'une Carte supplémentaire* qui n'a pas atteint la majorité civile.**
- **Le présent certificat contient des dispositions pouvant limiter les montants payables.**

Pour connaître et confirmer les garanties actuellement offertes par ce programme, ou pour toutes autres questions concernant les détails compris dans les présentes, veuillez appeler sans frais au **1 800 243-0198** (Canada ou États-Unis) ou, à frais virés, au **+ 905 475-4822** (ailleurs à l'étranger).

CHAPITRE I DÉFINITIONS

Les termes figurant en *italique* dans le présent certificat d'assurance ont le sens qui leur est donné dans les définitions ci-après.

Article garanti - un article neuf (une paire ou un ensemble constituant un seul article) à usage personnel (qui n'a pas été acheté par ou pour une entreprise ou à des fins commerciales), dont au moins une partie du *prix d'achat* est portée à la *Carte*.

Autre assurance - toutes les polices d'assurance ou d'indemnisation qui procurent un supplément de garantie à un *Titulaire de la Carte* en cas de perte, de vol ou de dommage couvert en vertu du présent certificat.

Carte - une Carte de crédit de Platine AIR MILES^{md*} American Express^{MD}.

Personne(s) admissible(s) - le *Titulaire de la Carte*, ou toute personne qui reçoit des cadeaux de la part de ce dernier, pendant qu'il est couvert par la police.

Prix d'achat - le coût réel de l'article garanti, y compris toutes taxes de vente applicables, tel qu'il figure sur le bordereau de vente du magasin et lorsqu'au moins une partie du prix d'achat est portée à la Carte du Titulaire de la Carte.

Sinistre - la ou les pertes ou dommages découlant d'un seul événement ou incident, ni prévu ni voulu par une personne admissible.

Titulaire d'une Carte supplémentaire - utilisateur autorisé du compte-Carte.

Titulaire de la Carte - un titulaire d'une Carte valide, de base ou supplémentaire émise au Canada par la Banque Amex du Canada.

Titulaire de la Carte de base - la personne au nom de laquelle la Banque Amex du Canada a ouvert un compte-Carte et ne comprend aucun Titulaire d'une Carte supplémentaire, dans la mesure où les privilèges du compte-Carte n'ont pas expiré, été révoqués, été résiliés ou ne sont pas suspendus.

CHAPITRE II DURÉE DE LA GARANTIE

A. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA GARANTIE

L'assurance d'un Titulaire de la Carte entre en vigueur au moment où le Titulaire de la Carte achète un article garanti.

B. FIN DE LA GARANTIE

L'assurance d'un Titulaire de la Carte prend fin à la première des éventualités ci-après :

1. Quatre-vingt-dix (90) jours après la date d'achat de l'article garanti par le Titulaire de la Carte ;
2. Lorsque le Titulaire de la Carte ne répond plus à la définition de Titulaire de la Carte stipulée dans la police ;
3. À la date de résiliation de la police.

CHAPITRE III NATURE ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

La Garantie-Achat couvre d'office la plupart des articles garantis, sans qu'ils soient expressément désignés et sous réserve qu'au moins une partie de leur prix d'achat soit portée à la Carte, pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours après leur date d'achat, contre le vol ou les dommages matériels directs (ci-après désignés la « perte ») pouvant survenir n'importe où dans le monde, à condition que les articles ne soient pas couverts par d'autres assurances. En cas de vol ou d'endommagement d'un article donné, celui-ci sera réparé, remplacé ou la partie de l'article garanti qui a été payée avec la Carte sera remboursée au Titulaire de la Carte, au gré de l'assureur. Les articles que le Titulaire de la Carte donne en cadeau sont couverts en vertu de la Garantie-Achat, sous réserve du respect des modalités du présent certificat.

CHAPITRE IV LIMITATIONS DE LA GARANTIE

1. L'indemnité en cas de pertes est limitée à 1 000 \$ par Titulaire de la Carte et par sinistre (même en cas de sinistre atteignant plus d'un article garanti), sous réserve des conditions et exclusions du présent certificat.
2. Le certificat d'assurance intervient à titre complémentaire et ne remplace pas toute autre assurance couvrant également les articles garantis contre le vol ou les dommages matériels directs. En outre, le présent certificat d'assurance ne couvre les personnes admissibles que dans la mesure où le vol ou les dommages matériels directs ne sont pas couverts par l'autre assurance.
3. La responsabilité totale de l'assureur pour tout article garanti en vertu du présent certificat se limite à son prix d'achat.
4. Pour les articles garantis où seule une partie du prix d'achat est payée avec la Carte, la responsabilité totale sera limitée à la partie du prix d'achat portée à la Carte.

5. Les demandes d'indemnités pour des *articles garantis* composant un ensemble seront réglées en fonction de la partie du *prix d'achat* de l'ensemble qui fut portée à la *Carte*, à condition que les articles soient inutilisables individuellement et ne puissent être remplacés sur une base individuelle. Lorsque les parties d'une paire ou d'un ensemble peuvent être utilisées séparément, l'indemnité payable sera limitée à une part du *prix d'achat* d'une telle paire ou d'un tel ensemble proportionnellement au rapport entre la partie perdue, volée ou endommagée et la paire ou l'ensemble.
6. Les demandes d'indemnités valides seront réglées, au choix de l'assureur, par le remplacement, la réparation ou la reconstruction de l'*article garanti* ou moyennant un paiement au comptant jusqu'à concurrence du *prix d'achat*, toujours sous réserve des limites de responsabilité.

CHAPITRE V EXCLUSIONS

1. Aucune indemnité ne sera versée en vertu du présent certificat pour les pertes découlant des risques suivants :
 - a. L'usure normale ;
 - b. Le vol d'articles fixés à un véhicule automobile ou transportés à bord ou par un tel véhicule ;
 - c. La disparition inexplicquée et la perte d'articles ;
 - d. Les défauts dans les produits, les matériaux ou la main-d'œuvre ;
 - e. La guerre, l'invasion, les hostilités, la rébellion, l'insurrection, la confiscation par ordre d'un gouvernement ou d'une autorité publique, la contrebande ou les sinistres résultants d'actes ou d'activités illégales ;
 - f. Les inondations et les tremblements de terre ;
 - g. La contamination par des substances radioactives.
2. De même, aucune indemnité ne sera versée en vertu du présent certificat pour les pertes découlant de ce qui suit :
 - a. Les espèces, ou leur équivalent, les chèques de voyage, les billets et toute autre valeur négociable ;
 - b. Les animaux et les plantes naturelles ;
 - c. Les produits consommables ;
 - d. Les biens périssables tels que les aliments et les boissons alcoolisées ;
 - e. Les articles oubliés ;
 - f. Les frais accessoires engagés au titre d'un *article garanti*, mais non compris dans le *prix d'achat* ;
 - g. Les bijoux et les montres transportés dans les bagages, à moins qu'ils ne soient dans des bagages à main surveillés personnellement par le *Titulaire de la Carte* ou une personne qui voyage avec lui et loge au même endroit (compagnon de voyage) ;
 - h. Les véhicules motorisés ;
 - i. Tout bien à usage uniquement commercial ou professionnel ;
 - j. Tout bien endommagé par suite d'un usage abusif intentionnel, à l'exclusion du vandalisme ;
 - k. Les biens illégalement acquis ; ou
 - l. Toute demande d'indemnité présentée par le *Titulaire de la Carte*, que ce dernier sait être fausse ou frauduleuse.

Tous les *sinistres* doivent être déclarés au plus tard 48 heures après le vol, la perte ou le dommage subi au **1 800 243-0198** (Canada ou États-Unis) ou, à frais virés, au **+ 905 475-4822** (ailleurs à l'étranger).

Si le *Titulaire de la Carte* présente une demande d'indemnité, il doit soumettre celle-ci avec le plus grand nombre de pièces justificatives possible dans les 30 jours suivant la date du *sinistre*, selon les directives données ci-après. Le *Titulaire de la Carte* doit fournir toutes les pièces justificatives dans les 90 jours suivant la date du vol ou des dommages matériels directs atteignant les *articles garantis* au gestionnaire des *sinistres* à l'adresse indiquée ci-dessous.

Voici les pièces justificatives requises pour le règlement d'un *sinistre* :

1. Le reçu de caisse original de l'*article garanti* ;
2. Le relevé où figure l'achat ;
3. En cas de demande d'indemnité pour des dommages matériels, un devis de réparation ou une note de l'entreprise de réparation stipulant que l'article est irréparable ;
4. En cas de demande d'indemnité pour des dommages matériels visibles, des photographies des articles endommagés ;
5. La police d'assurance habitation indiquant le montant de la franchise ;
6. Si le *sinistre* résulte d'un vol, une copie du rapport de police. Si une telle copie n'a pas été fournie, nous aurons besoin du nom, du numéro matricule et de l'adresse de la division de l'agent de police contacté.

Il faut faire parvenir ces documents à :

Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances

Services de gestion des sinistres

2 Prologis Blvd., Suite 100

Mississauga (Ontario) L5W 0G8

Dans toute correspondance, il faut préciser le nom du *Titulaire de la Carte*, le nom du Titulaire de police et le numéro de police **PSI018516570**.

Le *Titulaire de la Carte* doit, à ses frais, envoyer à l'assureur, à la demande de ce dernier, l'*article garanti* endommagé pour lequel une demande d'indemnité est présentée à l'assureur. Une fois l'indemnité payée, le *Titulaire de la Carte* doit céder à l'assureur le droit de propriété sur l'*article garanti* en cause, à concurrence de l'indemnité versée en vertu du présent certificat.

FRAUDE

Toute déclaration frauduleuse ou sciemment fautive effectuée dans une déclaration réglementaire ayant trait aux points ci-dessus rend nulle la demande d'indemnité de la personne ayant fait cette déclaration.

CONTESTATION DES RÈGLEMENTS

Dans le cas de désaccord concernant la valeur de l'*article garanti* ou de l'article épargné ou sur le montant du *sinistre*, un arbitrage devra intervenir pour trancher la question en vertu de la Loi sur les assurances avant qu'il puisse y avoir recouvrement en vertu du présent certificat, que le droit de recouvrement inscrit au contrat soit mis en cause ou non et peu importe les autres aspects en question. Aucun arbitrage ne sera effectué avant qu'une demande spécifique ne soit présentée par écrit à cette fin ni avant qu'une demande d'indemnité n'ait été présentée.

ARTICLES COMPOSANT UN ENSEMBLE

Sauf dans le cas de *sinistres* atteignant des *articles garantis* composant un ensemble (voir l'alinéa 5 du chapitre IV), l'assureur n'a aucune obligation à l'égard de tout autre perte ou dommage subi par toute partie d'un *article garanti* qui comporte plusieurs parties composant un ensemble, autre que l'obligation de réparer la partie perdue ou endommagée ou d'en payer la valeur de remplacement, y compris les frais d'installation.

SUBROGATION

Une fois l'indemnité payée, la *personne admissible* doit, à la demande de l'assureur, envoyer l'*article garanti* à l'assureur et lui céder ses droits de recouvrement auprès du responsable du *sinistre*, à concurrence de l'indemnité versée en vertu du présent certificat.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION

Toute action ou procédure intentée contre un assureur pour le recouvrement des sommes assurées payables en vertu du contrat est absolument interdite, à moins d'être entreprise dans le délai prévu dans l'Insurance Act (pour toute action ou procédure régie par les lois de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Manitoba), la Loi de 2002 sur la prescription des actions (pour toute action ou procédure régie par les lois de l'Ontario), l'article 2925 du Code civil du Québec (pour toute action ou procédure régie par les lois du Québec) ou par toute autre loi applicable.

SANCTIONS

L'assureur doit se conformer aux sanctions économiques, financières et commerciales (« les Sanctions ») imposées par le Canada et il peut devoir se conformer aux Sanctions imposées par les États-Unis dans certaines circonstances. L'assureur étant membre du Groupe RSA dont la compagnie d'assurance principale, située au Royaume-Uni, est tenue de se conformer aux Sanctions imposées par l'Union européenne et le Royaume-Uni, les parties aux présentes reconnaissent donc que l'assureur doit s'engager à respecter les mêmes exigences. En conséquence, l'assureur ne fournira aucune couverture ou ne pourra être tenu responsable d'effectuer des paiements ou de verser des indemnités ou autres prestations, au titre du présent certificat d'assurance, qui pourraient contrevenir à des Sanctions applicables imposées en vertu des lois canadiennes, de l'Union européenne, du Royaume-Uni, ou des États-Unis.

DEVISE CANADIENNE

Tous les paiements devront être effectués en devise légale du Canada. Toutes les limites des indemnités sont indiquées en devise canadienne.

AVIS IMPORTANT À PROPOS DE VOS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances s'engage à protéger votre vie privée et la confidentialité de vos renseignements personnels. Nous recueillerons, utiliserons et divulguerons vos renseignements personnels aux fins précisées dans notre Politique de protection des renseignements personnels. Pour obtenir de plus amples renseignements, vous pouvez consulter notre Politique de protection des renseignements personnels en ligne à www.rsagroup.ca, ou demandez un exemplaire du document en appelant au 1 888 877-1710.

2851

Ce produit d'assurance est souscrit auprès de la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances.

© 2019 Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances. Tous droits réservés. ^{MD} RSA, RSA & Design ainsi que les mots et logos s'y rattachant sont des marques de commerce appartenant au RSA Insurance Group plc et utilisées sous licence par la Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances.

^{MD, MC} utilisée par la Banque Amex du Canada en vertu d'une licence accordée par American Express.

^{MDP, mC²} : marque déposée / de commerce d'AM Royalties Limited Partnership utilisée en vertu d'une licence accordée par LoyaltyOne, Co. et par la Banque Amex du Canada.

NUMÉROS DE SERVICE

Chubb du Canada compagnie d'assurance vie : 1 877 777-1544

Assurance accident de voyage

Royal & Sun Alliance du Canada, société d'ass. : 1 800 243-0198

Assurance vol et dommages pour voiture de location

Garantie Protection-Achat^{MD}

Garantie-Achat^{MD}